



Bruxelles, hôpital Saint-Pierre. La Mercedes noire roule avec une lenteur exaspérante. Pour la première fois depuis le début de la crise du coronavirus, la Première ministre se rend sur le front. Des tentes vertes sont dressées le long de la rampe menant à l'hôpital. Ces derniers mois, elles ont fait office de centre de triage. Un hôpital dans l'hôpital. Les membres du personnel soignant, les blouses blanches, forment une haie interminable le long de cette rampe. Elles attendent. Dès que la Mercedes de la Première ministre belge Sophie Wilmès approche, elles lui tournent le dos. L'une après l'autre. En silence. Un silence écrasant. « Les politiques nous tournent constamment le dos quand nous leur demandons de l'aide », explique une infirmière affiliée au syndicat. « Nos équipes sont en sous-effectif, il y a de plus en plus de burn-outs. Nous voulons une revalorisation de notre profession et plus de personnel. » Les images de ces dos blancs fixes et silencieux font le tour du monde. La BBC, Reuters, *El Universal*, tous font



écho à l'action. « La puissance de la contestation silencieuse », titre le journal indien *The Indian Express*.

Si les images de ces dos ont un tel retentissement aussi loin de notre pays, c'est parce que partout sur la planète, le personnel soignant se reconnaît dans cette action. « *Fini les applaudissements, place aux rassemblements* », tel est le slogan qui résonne aussi à Paris au début de l'été. En juin, le secteur français des soins de santé organise pas moins de 250 manifestations. Gériatres, personnel d'entretien, anesthésistes, médecins, personnel administratif, personnel soignant, personnel de cuisine, infirmiers, bénévoles, radiologues et autres -logues, tous répondent à l'appel. Nathalie Ritz, infirmière dans la région parisienne, en a plus qu'assez. Elle vient exprimer son ras-le-bol avec ses collègues, derrière la banderole « *Ni nonne, ni conne, ni bête de somme !* ». « On ne veut pas de médaille ou de petite prime à la sauvette. On veut un salaire décent. »

« *Heute Helden, morgen vergessen ?* », interroge la banderole brandie par des infirmières à Berlin. Héros aujourd'hui, oubliés demain ? Sur toute la planète, les professionnels de la santé ont sauvé d'innombrables vies et continuent à le faire. Souvent au prix de leur propre vie. Début juillet, Amnesty rapporte que dans le monde, au moins trois mille





soignants sont décédés du coronavirus¹. Un chiffre probablement fortement sous-estimé.

Au plus fort de la crise du coronavirus, nos hôpitaux ont fourni un travail incroyable, malgré le manque d'effectifs. Chez nous, pas de situation à l'américaine, pas de couloirs saturés, pas de choix difficile entre les patients et pas de spectre de camions réfrigérés. Nous avons rapidement tiré les leçons du drame italien : unités covid spéciales, lits supplémentaires aux soins intensifs, report des soins chroniques, séparation des flux de patients. La ténacité et le dévouement du personnel et des directions ont fait des miracles.

Travailler dans le domaine des soins de santé est l'une des plus belles choses au monde. C'est un travail humain. Vous travaillez avec des personnes malades, qui souffrent et se battent, qui ont mal ou ont peur, qui implorent ou sont reconnaissants. Des personnes qui placent leurs espoirs entre vos mains. Mais le manque de collègues, de moyens, de temps, de respect rend souvent cet engagement impossible. « J'aimerais avoir le temps de discuter avec l'homme au bout du couloir qui ne réclame jamais rien », explique Sandra. Dans son service, la gériatrie, la pression est énorme. Cette pression est néfaste pour l'homme qui ne réclame jamais rien, mais aussi pour Sandra. Elle voudrait tellement pouvoir bien faire son job, car c'est de





cela qu'elle tire sa satisfaction. Quand ce n'est plus possible, nombreux sont celles et ceux qui rangent définitivement leur blouse blanche au placard.

La frustration grondait déjà depuis longtemps dans le secteur des soins de santé. Un petit virus a fait déborder le vase. Les actions menées par les blouses blanches en juin ont eu partout nettement plus d'ampleur qu'attendu. La colère est profonde. Elles ont déplacé des montagnes, elles n'ont pas compté leurs heures, elles y ont passé d'innombrables nuits. Tout comme le personnel d'entretien, le personnel de cuisine et les techniciens. Mais les applaudissements ne remplissent pas le frigo. Il est temps de transformer le respect en moyens financiers. « Ces derniers mois, nous nous sommes donnés à fond. Personne ne s'est désisté. Au contraire. Tout le monde voulait être présent en cette période difficile. La motivation était énorme », déclare une syndicaliste. « À présent, nous menons des actions parce qu'il faut plus que de belles paroles. La Belgique fait figure de mauvais élève en Europe en ce qui concerne le nombre de soignants par lit. Il faut diminuer la pression en engageant plus de personnel et en rendant la profession plus attrayante. Nous avons besoin d'embauches supplémentaires ».

Pendant des années, les soins de santé ont été considérés comme une « charge ». Selon les règles de l'orthodoxie politique, des économies s'imposaient





dans ce secteur. En dépit du vieillissement de la population, des besoins croissants, de l'augmentation des maladies chroniques et de l'accroissement du coût et de la complexité des soins, le gouvernement Di Rupo, en place de 2011 à 2014, a fait passer la norme de croissance du budget des soins de santé de 4,5 à seulement 3 %. Par la suite, le gouvernement Michel a encore abaissé ce plafond à 1,5 % maximum. La Mutualité chrétienne a calculé que le budget du secteur des soins de santé a été amputé structurellement de deux milliards d'euros au cours des cinq dernières années². Une coupe claire. Pourtant, pour certains, c'est loin d'être suffisant. Lors des interminables négociations gouvernementales, Bart De Wever, le président de la N-VA, le parti nationaliste flamand, a de nouveau proposé au début du mois de janvier d'économiser 5,2 milliards d'euros supplémentaires dans le domaine des soins de santé. C'était il y a à peine quelques mois.

« Quand ils avaient peur de mourir, ils nous ont tout à coup considérés comme des héros. Aujourd'hui, ils nous ont déjà oubliés. » Monica Mariotti est en colère. « Bientôt, nous serons de nouveau perçus comme des gens qui ne font qu'essayer des derrières, fainéants et trop chers. » Elle est infirmière dans l'unité des soins intensifs de l'hôpital de la ville italienne de Crémone, durement touchée par le coronavirus. « C'est bien





plus dur maintenant que pendant la crise. Avant, nous avons un ennemi à combattre. Maintenant, nous avons le temps de réfléchir. Je me sens perdue, inutile. » Pendant la crise, les soignants étaient débordés et n'avaient pas le temps de penser. Mais avec la diminution des courbes, l'adrénaline a elle aussi chuté. « Je souffre d'insomnies et je fais des cauchemars, explique Monica. Je me réveille dix fois par nuit, à court de souffle et le cœur qui bat trop vite. »

Mais la résilience du secteur des soins de santé est phénoménale. Ils nous ont oubliés ? Alors, faisons entendre notre voix ! De Mexico à Manille, de Johannesburg à Oslo, « la première ligne » part en guerre. Une lutte de classes des indispensables, des invisibles. Un combat qui peut mettre en branle un mouvement d'émancipation beaucoup plus large.

« Nous ne sommes pas des héros, souligne Caroline Fiat. Nous sommes des travailleurs de la santé. Nous voulons tout simplement être estimés à notre juste valeur. Un superhéros, c'est un gars qui porte un slip au-dessus d'un collant, pas une blouse blanche. S'ils avaient fait le nécessaire au cours des deux dernières années, nous n'aurions pas besoin de "héros" aujourd'hui. Nous aurions été bien informés, avec suffisamment de personnel et de matériel pour faire face à cette crise. » Il y a trois ans, en 2017, Caroline Fiat a écrit l'histoire.





Elle a été la première aide-soignante élue à l'Assemblée nationale française. Une mère active. Combien de fois n'a-t-elle pas fait campagne avec un de ses enfants en poussette ? Elle ne pouvait pas se permettre de faire systématiquement appel à une baby-sitter. « Au Parlement, les députés ont dénigré mes propos, raconte-t-elle. Savez-vous ce que le ministre de la Santé m'a dit ? Il m'a dit : "Je comprends que vous ne comprenez pas." Or je travaille quand même dans le secteur des soins de santé ! ». Les beaux parleurs sont parfois extrêmement dénigrants et méprisants par rapport à ceux qui ont la connaissance du terrain. « Ils ne m'ont jamais prise au sérieux. Pourtant, tout ce que j'ai prédit est en train de se réaliser. »

Ils ne nous ont jamais pris au sérieux : ce sentiment est largement ressenti ; et dans toute la classe des travailleurs.

*





Les étoiles ne sont visibles que quand il fait noir

Les étoiles ne sont visibles que quand il fait noir. Pendant la crise du coronavirus, il a subitement fait noir. Très noir. Mais on a d'autant mieux pu voir briller les étoiles.

La crise nous a fait comprendre qui sont les personnes qui, aujourd'hui, font réellement tourner la société. Ce ne sont pas les PDG surpayés, les magnats ou les spécialistes des montages fiscaux. Pendant des années, on nous a raconté que ces gens-là étaient à la base de notre bien-être. Absolument pas. C'est la classe des travailleurs qui continue à faire tout fonctionner. Des travailleurs et des travailleuses ordinaires. Des gens qui n'apparaissent jamais dans les talk-shows ou les tribunes des journaux, sauf quand on parle d'« eux ». Des gens qui vendent chaque jour leur travail. Qui remplissent les rayons. Qui déchargent des camions. Qui lavent des draps. Qui s'occupent des personnes âgées. Qui cueillent les fraises. Qui travaillent dans les magasins. Qui désossent des carcasses. Qui collectent les déchets. Qui font tourner les usines. Qui éteignent les incendies. Qui nettoient les couloirs. Qui s'occupent des tout-petits. Sans ces personnes, nous ne survivrions pas en temps de pandémie. Nous ne serions pas soignés, nous n'aurions rien à manger, nous ne serions pas en sécurité. Et, alors qu'ils s'exposent au virus, ils





prouvent plus que jamais l'ampleur du gouffre qui existe entre la valorisation de leur travail sur le marché – leur maigre salaire – et la valeur sociale de leur activité : ils sont indispensables.

Selon les chiffres officiels de l'Union européenne, près d'un tiers de la classe des travailleurs exerce une profession considérée comme essentielle en temps de pandémie. L'enseignement, l'agriculture et l'alimentation, les sciences et les techniques, les soins de santé et l'entretien sont les secteurs les plus importants, mais ils sont loin d'être les seuls³. « Longtemps, on a cru que les robots et la technologie allaient remplacer le travail des gens, explique Mateo Alaluf, professeur en sociologie du travail. Avec cette crise, on s'aperçoit que le travail humain reste essentiel. Les derniers de cordée sont devenus les premiers de corvée. Ceux qui gagnent le moins assurent le fonctionnement de notre société. » Le professeur conclut : « Toutes les inégalités s'aggravent et les oppositions de classe redeviennent plus visibles. »⁴

Aux États-Unis, les disparités deviennent de plus en plus criantes. Des milliers de travailleurs des fast-foods, d'ouvriers agricoles et de travailleurs du secteur de la transformation de la viande dépendent de... bons alimentaires. Le jour, ils transforment des aliments et, le soir, ils font la file devant les banques alimentaires. (« Faire la file »

